



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUE ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

JPR/ALC/95

Arrêté du 15 mai 2023

**portant mise en demeure à la société EURO-TF à Munster de
respecter certaines dispositions du code de l'environnement**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I, L.171-6, L.514-5, L.172-1 et L.511-1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société EURO TF à MUNSTER, dont l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016 portant prescriptions complémentaires et réglementant les rejets eau ;
- Vu la visite d'inspection du site de la société EURO TF à MUNSTER le 20 décembre 2022 ;
- Vu le rapport du 13 janvier 2023 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2/02/98 sus-visé précise que le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait apparaître une liste d'indications ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 20/12/2022 que ce plan ne contient pas toutes ces indications ;

Considérant que l'article 58-III de l'arrêté du 2/02/98 sus-visé précise l'obligation de réalisation d'un contrôle de recalage s'il existe au moins une mesure annuelle ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20/12/2022, l'exploitant n'a pas présenté de résultats de contrôle de recalage ;

Considérant que l'article 58-II précise que « les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. » ; que le guide précité précise que "dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, [...]" ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20/12/2022 sur le site de la station d'épuration, il a été constaté que le flacon de prélèvement qui recueille les échantillons sur 24 heures n'était pas situé dans une enceinte isotherme ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société EURO TF, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 26 rue de Molsheim, 67280 URMATT, est mise en demeure de respecter dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 14 rue des Remparts, 68140 MUNSTER,

Article 2: Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 sus-visé : « -Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

[...]

-les secteurs collectés et les réseaux associés ;

-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.[...] »

Article 4 : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 sus-visé : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous accréditation. »

Article 5 : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 sus-visé : « [...]Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.[...] »

Article 6:

A défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions de la présente mise en demeure, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8-II du code de

l'environnement.

Articles 7 :

Le secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 15 mai 2023

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.